





Djamil Azazna

# LA FRANCE SOUS-MARINE

*Roman*

Ce livre a été publié sur [www.bookelis.com](http://www.bookelis.com)

ISBN : 978-2-9557395-0-1

© Djamil Azazna, 2016

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction,  
intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de cet ebook.

La France, dimanche 22 Avril 2017. Il était dix-neuf heures trente. J'étais affalé sur mon canapé, dégustant mon dîner que j'avais commandé chez le japonais du coin. Tout le monde attendait avec impatience les résultats du premier tour des élections présidentielles. Certains attendaient même depuis la fin des élections de 2012. L'enjeu était de taille : une place qualificative pour espérer conquérir l'Élysée, siège du pouvoir absolu en France.

Je regardais France 2 où David Pujadas animait l'émission spéciale premier tour. Les résultats ne pouvaient être divulgués qu'à vingt heures; depuis une demi-heure, Pujadas parlait pour ne rien dire, en jouant sur le temps et en essayant de conserver un maximum d'audience.

Un petit reportage résuma le contexte catastrophique de ces élections : au début de l'année 2017, le chômage concernait plus de huit millions de personnes, toutes catégories confondues. La croissance avoisinait les 0% tandis que le déficit public dépassait les 6% du PIB. Les investissements étaient en chute libre depuis 2012 et les rares usines restantes délocalisaient à l'Est où le Roumain coûtait beaucoup moins cher que le Français. Aussi, la France subissait des vagues d'immigration sans précédent. Depuis 2016, un climat de guerre civile planait sur le pays dû à l'essor de mouvements nationalistes et populistes en réponse à une immigration incontrôlée.

La France était bien mal en point. Elle vivait des heures sombres, n'étant plus que l'ombre d'elle-même. C'est dans cette situation peu reluisante qu'avait commencé la campagne présidentielle. Le président

de la République actuel n'avait pas brigué un second mandat : Francis Dhollande, le président le plus impopulaire de la Cinquième République, n'avait pas souhaité prendre un déculotté, sachant qu'il avait été crédité au maximum de 5% d'intentions de vote à la fin de l'année 2016. Son bilan catastrophique à la tête du pays était indéfendable.

Un deuxième reportage montra à quel point la campagne électorale avait été âpre, violente et dure. Les candidats ne s'étaient fait aucun cadeau, s'insultant les uns les autres comme des chiffonniers.

Ensuite vinrent les images des candidats qui avaient voté dans la journée. Je pus voir à l'écran Emmanuel Valse, l'ancien Premier ministre, membre du Parti du Social et de la Démocratie ou PSD. Le parti était ancré à gauche comme l'étaient Dhollande et sa majorité de parlementaires. Valse était le candidat de la gauche dite sociale. Il avait remporté les primaires du PSD, comme Dhollande six ans auparavant. Son programme, penchant vers la droite, se démarquait quelque peu de la politique sociale-démocrate de Dhollande.

Les neuf autres candidats à l'élection présidentielle apparurent tour à tour à la télévision, tous avaient glissé leur bulletin dans l'urne. Parmi eux, deux personnes à la langue acérée et à l'esprit aiguisé, étaient réellement redoutables.

Le premier, Nathan Sarkosky, issu du parti de droite : l'Unité du Mouvement Populaire Démocrate, l'UMPD. Il était ce que les éditorialistes politiques appelaient « le revenant politique ». Du genre tenace. Il avait été élu avec facilité à la tête de la France en 2007, face à Ségolène Paysan du Parti du Social et de la Démocratie : Paysanne n'avait pas eu le soutien de tout son parti et Sarkosky avait repris à son compte une grande partie des thèmes de l'extrême droite.

Cependant, il avait dû braver pendant son quinquennat une tempête monstrueuse. Une crise financière avait éclaté en 2008, dévastant tout sur son passage. La France, même si elle avait bien résisté au début, avait été heurtée de plein fouet. Hausse galopante du chômage,

explosion de la dette. En temps de crise, Sarkosky n'avait pas pu s'empêcher d'exhiber, au vu et au su de tout le monde, son goût pour l'argent ainsi que sa richesse. Les Français, sombrant dans la pauvreté, ne lui avaient pas pardonné.

La sanction était tombée en 2012 : une défaite alors qu'il s'était représenté face à Dholande. Il avait alors juré de ne plus faire de politique pour se consacrer à sa famille. Il avait fait son temps et avait compris le message que les Français lui avaient fait passer.

Pourtant, il était revenu d'entre les morts en 2014, motivé par la possibilité d'un éventuel second mandat présidentiel gagnable comme en 2007, tellement la situation du pays laissait à désirer. En 2016, l'UMPD avait organisé les premières élections primaires de l'histoire de la droite républicaine. D'habitude, le chef de parti (« celui qui avait les plus grosses », disait-on dans le milieu politique) revendiquait une candidature unanime pour les présidentielles. Tous les présidents de la République avaient été candidats de cette manière, à l'exception de Dholande. Mais par souci d'ouverture et de démocratie, la coutume avait été chamboulée.

Les Français avaient dès lors assisté à un combat de gladiateurs, sanglant et meurtrier. En plus de Sarkosky, beaucoup de ténors de l'UMPD avaient présenté leurs candidatures : Filon son ancien Premier ministre, Huppé, Le Paire, Marmiton, Morano... Trahisons, coups de poignards dans le dos, alliances. La saga du *Trône de Fer* paraissait bien fade par rapport à ce qui s'était tramé à droite.

Finalement jusqu'au bout du suspense et avec d'importants soupçons de fraude, Sarkosky avait été désigné candidat « naturel » de la droite républicaine. Le prix à payer pour ces primaires avait été cependant élevé : la plupart des ténors avait menacé de partir fonder un nouveau parti qui présenterait un candidat pour les présidentielles. Avec des pourparlers, de la diplomatie et des promesses de postes dans le futur gouvernement, l'unité avait été préservée de justesse. Unité fragile. De façade. Le parti de droite était agonisant et la campagne n'avait fait qu'aggraver la situation, cristallisant les tensions.

Le deuxième candidat était une femme. Marine Lapeine, candidate de la France Nouvelle Libre ou FNL, un parti catalogué d'extrême droite. Le parti avait conservé les mêmes idées que lors de sa création par Jeanne-Marie Lapeine : la France aux Français et les Français d'abord. Un leitmotiv que tout le monde connaissait. Marine, la fille unique de Jeanne-Marie Lapeine, avait hérité du parti et avait gardé les idées de la mère tout en les adoucissant. Tel mère, telle fille.

La mère avait eu le courage de monter un parti à une époque où les femmes se faisaient rares en politique. Elle était intelligente, cultivée et bonne oratrice. Mais parce qu'elle était une grande gueule, elle dérapait. Souvent. Très souvent. Hors du politiquement correct.

Jeanne-Marie et ses partisans trouvaient que la France, leur si beau pays, était envahie par les étrangers. Surtout par les Noirs, les Arabes et les musulmans. Elle n'hésitait pas à le clamer haut et fort, le répétant à chaque fois, histoire de bien faire passer le message. À l'époque, telle une « héroïne des temps modernes », elle disait tout haut ce que les petites gens, oubliées des gouvernements si imbus d'eux-mêmes, pensaient tout bas. Elle voulait bouter les Arabes musulmans hors de France comme l'avait fait avec les Anglais Jeanne d'Arc, illustre modèle pour Jeanne-Marie dont le prénom ressemblait étrangement à celui de la Pucelle d'Orléans. C'était le rêve de la FNL !

Maintenant, le programme de la France Nouvelle Libre parlait seulement de reconduire à la frontière toutes les personnes non françaises, celles qui volaient le pain et le travail des valeureux Français. Encore fallait-il définir qui était Français et qui ne l'était pas ? L'étaient, à entendre les militants, celles et ceux qui adhéraient au concept de manger de la bonne cochonnaille issue des fermes du terroir et de boire de bons crus issus des vignes bordelaises pour faire descendre tout ça. Alors quid des personnes qui n'adhéraient pas à ce concept, érigé en valeur française ? Les militants de la FNL n'appréciaient guère ces gens qui ne partageaient pas leurs valeurs. De plus, ces citoyens n'étaient pas en odeur de sainteté avec la France Nouvelle Libre qui en faisait des cibles à chaque élection.

Jeanne-Marie était partie à la retraite. Toute une vie passée à lutter contre les envahisseurs l'avait éreintée et elle avait cédé le flambeau à sa fille, alias la main de fer dans le gant de velours.

Tout était pareil que la matriarche sur le fond, sauf que la forme était très nuancée. L'ennemi était toujours l'immigré, mais cette fois-ci, il était intégriste musulman et rêvait de convertir la France à un islam radical. Sans un minimum d'esprit critique et de recul, n'importe qui pouvait se laisser convaincre de la véracité des propos de Marine Lapeine, tellement elle maniait la langue de Molière avec conviction et aisance. Elle disait les choses avec simplicité et clarté, le peuple comprenait ses propos. Elle manipulait les chiffres pour les faire correspondre à sa réalité. Comme le disait si bien Alfred Sauvy, un grand homme du sud de la France : « les chiffres sont des êtres fragiles qui, à force d'être torturés, finissent par avouer tout ce qu'on veut leur faire dire. »

Marine Lapeine soutenait une réflexion compréhensible pour les électeurs : qui disait chômage, disait immigration. Qui disait absence de frontières, disait Schengen. Qui disait baisse du pouvoir d'achat, disait euro.

La France et l'Europe subissaient depuis 2015 des vagues de réfugiés et de migrants économiques que la FNL avait appelé « Migrants » pour effrayer les Français. Ces Migrants avaient quitté entre autres la Syrie ravagée par la guerre et les pays miséreux d'Afrique pour se rendre en Turquie et en Libye d'où ils partaient sur des embarcations de fortune pour rallier les côtes italiennes via la petite île de Lampedusa ou grecques via l'île de Lesbos. Comme les frontières n'existaient plus dans l'Union Européenne, les clandestins affluaient sur le continent, pour profiter des aides sociales comme l'affirmait la France Nouvelle Libre. Celle-ci répétait sans cesse qu'à cause de l'Europe, la France ne pouvait pas se protéger efficacement contre l'invasion et qu'en plus il fallait obéir aux technocrates de Bruxelles qui dictaient à la France, la conduite à tenir au nom de l'Union Européenne.

Les migrants n'étaient pas la seule cible de la FNL. La progression de l'islamisme dans le monde, avec les actions barbares de l'État Islamique, fournissait un terreau fertile pour la France Nouvelle Libre. Les attentats islamistes déjoués ou perpétrés sur le sol français depuis 2012 sapèrent le moral des Français au point parfois de les conduire à croire les yeux fermés aux dires de Lapeine : les étrangers étaient une menace pour la France, les musulmans étaient une menace pour la France. Ni Jeanne-Marie, ni Marine ne considéraient que l'islam était compatible avec la République et ses valeurs. Avec la FNL, exit les mosquées, exit le voile, exit le halal.

Depuis que Marine Lapeine était aux commandes, le parti d'extrême droite n'avait cessé de gagner en importance. Autant en 2007, Sarkozy avait dépossédé la mère de ses électeurs, autant en 2012 il avait eu du mal avec la fille rebelle. La France Nouvelle Libre était devenue le troisième parti de France, sur lequel on pouvait compter.

Depuis, l'ascension de Lapeine et de ses acolytes avait été irrésistible. Des députés à l'Assemblée Nationale, des maires dans les villes, des sénateurs au Sénat, des Eurodéputés au Parlement Européen, des présidents aux Conseils Départementaux et Régionaux. Profitant de la déception générée par l'absence criante de résultats du gouvernement de gauche et des affaires politico-judiciaires du côté de l'UMP et du PDS, la FNL était devenue le parti des mécontents. Elle avait insidieusement étendu son emprise sur la France et lorgnait sans retenue sur l'Élysée qui manquait à son palmarès.

Les résultats allaient être enfin annoncés. Je n'appris rien d'intéressant, sinon que l'abstention avoisinerait les 40%, ce qui serait un record absolu pour les élections présidentielles de la Cinquième République. L'abstention augmentait à chaque élection depuis des années.

J'avais effectué mon devoir de citoyen plus tôt dans la journée, sans vraiment y croire mais je comprenais que trop bien les raisons qui avaient poussé les électeurs à ne pas voter aujourd'hui. Je ne croyais

plus en la politique. Comme des millions de citoyens français, je me lassais des hommes politiques. Droite-gauche. Gauche-droite. C'était du pareil au même. Ce que la gauche édifiait, la droite le détruisait. Ce que la droite bâtissait, la gauche le rasait. Les politiques mises en œuvre s'annulaient. Le pays faisait du surplace. Par contre, ce qui avançait, c'était la pauvreté, les inégalités et la précarité.

Comble de l'ironie, sous couvert de vouloir offrir à leurs concitoyens un avenir radieux, les élus magouillaient autant que des mafieux pour s'en mettre plein les poches. Ils agissaient plus pour le bien de leurs comptes en banque que pour celui des Français. Le nombre affolant d'affaires mettant en cause des élus avait explosé depuis 2012, grâce aux enquêtes policières et aux investigations journalistiques. Pourtant, les élus revenaient en politique, faisant fi de leurs déboires judiciaires, peu ou pas inquiétés par la justice.

Lorsqu'ils ne se prenaient pas pour des Al Capone, leur médiocrité, leur incompetence et leur nullité étaient tout aussi remarquées et les Français en pâtissaient. Jamais le chômage n'avait atteint des sommets dans l'Hexagone. Différents Ministres qui n'avaient aucune connaissance concernant le droit du travail avaient défilé au Ministère de l'Emploi, impuissants face au problème du chômage. À part jouer sur les mots, tels des poètes, pour expliquer une prétendue baisse de la hausse de la courbe du chômage ou une décélération de l'accélération de la destruction d'emplois. Là, ils étaient forts par contre !

Et si le Ministre des Finances était un économiste qui comprenait les rouages de l'économie ? Et si le Ministre de l'Industrie était un industriel avec une véritable expérience dans ce domaine ? Et si le Ministre de la Recherche était un chercheur ayant connaissance des difficultés qui prenaient à la gorge les laboratoires et les docteurs sans emploi ? Et si le Ministre de la Santé était un docteur qui avait vu de ses yeux les conditions de travail des infirmiers et la disparition des hôpitaux dans les zones rurales ? Et si le Ministre de l'Éducation Nationale était un enseignant au courant du calvaire que certains professeurs enduraient, devant gérer des classes de plus en plus

surchargées au fil des années ? Et si le Ministre de la Jeunesse était un jeune de moins de 50 ans ?

Le questionnement pouvait durer ainsi longtemps, englobant tous les Ministres soi-disant au service de la France. Le jour où les Ministères seraient dirigés par des Ministres compétents, la France se porterait mieux. Néanmoins, les différents présidents de la République continuaient à user du copinage, offrant des maroquins ministériels à leurs amis et leurs fidèles en guise de récompense pour leur loyauté.

Dans d'autres pays, les Ministres essayaient d'être compétents dans leurs domaines et les résultats étaient là. Chômage en baisse, croissance en hausse. Au Royaume-Uni, chaque Ministre s'appuyait sur un bureau d'études qui se penchait sur les problématiques du Ministère. En Chine, même si elle n'était pas une vertu de démocratie, la plupart des Ministres était des ingénieurs, rompus à résoudre les problèmes. J'avais beaucoup plus confiance dans les compétences de l'ingénieur qui était un trouveur de solutions. Au lieu de l'utiliser au service des citoyens qui en avaient rudement besoin, l'État préférait malheureusement se servir d'éminents énarques qui ne faisaient que maquiller les problèmes, ne sachant pas les résoudre.

Au vu du climat délétère installé en France, la politique n'avait plus la cote auprès des Français. Ceux-ci ne se reconnaissaient plus en leurs élus. La population française était relativement jeune et des élus vieillissants, souvent déconnectés de la réalité, se chargeaient de les représenter. Les politiques, perdus dans les hautes sphères, parlaient au nom des Français qu'ils ne côtoyaient plus, qu'ils ne connaissaient plus et dont ils ne percevaient plus les aspirations quotidiennes.

Vingt heures moins cinq. La tension était palpable sur le plateau de France 2. Soudain, une pensée qui n'avait rien à voir avec la politique fulgura dans mon esprit. Je me levai pour aller à mon bureau où je vérifiai rapidement sur l'ordinateur la teneur du cours de chimie que je donnerais demain.

J'étais enseignant-chercheur à l'Université Paris-Saclay,

anciennement Paris 11, depuis deux rentrées. Comment étais-je arrivé là, alors que rien ne me prédisposait à la chimie qui était à présent liée à ma vie ?

Par la voie royale : après mon Bac et sans idée quant à mon avenir, j'avais eu la très mauvaise idée de plonger tête baissée en enfer. Deux ans à survivre dans les classes préparatoires scientifiques, que l'on appelait communément maths sup et maths spé, même si depuis j'abhorrais les mathématiques si élégantes et si compliquées. La classe préparatoire m'avait aussi dégoûté de la physique. Ça avait été comme une évidence : je m'étais tourné vers Dame Chimie qui avait su m'accueillir en son sein.

Puis trois années passées à l'École Nationale Supérieure de Chimie de Lille, une école d'ingénieur dans les plaines glaciales du Nord de la France, parmi les futures élites de la France comme le directeur de l'école se plaisait à le dire.

Suite à mon diplôme d'ingénieur chimiste, je m'étais engagé dans mes dernières études : un doctorat à l'Université Paris 11 en chimie organique portant sur la vectorisation de molécules contre le cancer. Pour les non-initiés, j'expliquais généralement que je faisais des « véhicules » qui allaient d'eux-mêmes vers les cellules cancéreuses et qui les tuaient à l'aide d'un médicament embarqué à l'intérieur.

La recherche m'avait quelque peu attiré par son challenge et j'avais préféré la thèse au non-emploi ou à la réorientation. Les perspectives de trouver un emploi dans l'industrie chimique au sortir des grandes écoles étaient moindres. La faute à la crise, disait-on. Les employeurs demandaient à de jeunes diplômés dix ans d'expérience, alors que ces jeunes cherchaient justement à obtenir cette expérience qui les valoriserait pour la suite. Une aberration, l'une des nombreuses de ce siècle.

J'avais vécu ce doctorat comme trois années de hauts et de bas, d'expériences acharnées pour souvent pas grand-chose, de joie lors de découvertes intéressantes, même par sérendipité, et d'abattement lors des échecs.

Finalement, j'avais décroché le Graal. Le grade de docteur en chimie organique. J'étais arrivé au stade ultime du Bac+8. Mes parents avaient été fiers de moi. Et moi donc. Mais je m'étais retrouvé dans la même situation qu'auparavant. Un nouveau diplôme en poche et pas de travail.

Par un incroyable jeu de circonstances, une opportunité en or s'était présentée à moi quelques mois de chômage plus tard : un poste d'enseignant-chercheur en chimie organique à l'Université Paris-Saclay. J'avais déjà enseigné là-bas la chimie organique à des étudiants dans le cadre de ma thèse. Enseigner m'avait ainsi permis d'arrondir les fins de mois et je n'avais pas craché là-dessus. L'enseignement avait été pour moi un réel plaisir. J'avais été à l'aise devant des élèves qui m'auraient mangé tout cru si je n'avais pas été à leur convenance.

Un grand ponte du pôle chimie de l'université, le professeur docteur Béri, avec qui j'avais collaboré à plusieurs reprises durant ma thèse, m'avait proposé suite à un poste vacant d'être à la fois enseignant et chercheur sur de la synthèse de molécules naturelles. Il avait apprécié mon professionnalisme et ma pédagogie, ainsi que ma motivation et mon envie d'inculquer à la génération future les bases de la chimie. Il avait tout de suite pensé à moi. Après avoir réglé la paperasse administrative et validé les commissions requises, j'étais devenu enseignant-chercheur à l'Université Paris-Saclay.

Mon parcours était admirable, sans prétention aucune. Je faisais partie du haut du panier, de ces gens intelligents et travailleurs qui faisaient avancer la France. J'avais gravi les échelons un à un jusqu'à atteindre le sommet, animé par une rage de vaincre qui ne me quittait jamais.

Le seul problème dans cette histoire, si on pouvait appeler ça un problème, c'était mon nom. Ainsi que mon prénom. Quand la vie n'était pas rose, je maudissais mes origines qui, selon moi, freinaient mes ambitions. Pourquoi ne m'étais-je pas appelé Pierre, Paul ou Jacques Martin ? Au lieu de Labib Benmokhtar. Rien de bien français en France.

Je payais régulièrement le prix et je fermais les yeux dessus, lassé et habitué : on écorchait mon nom parce qu'il était compliqué à prononcer, on me demandait si j'étais né ici ou au bled et parfois on me réclamait ma carte de séjour au lieu de ma carte d'identité. J'étais né à Montpellier, j'avais toujours vécu en France et j'étais français !

Labib signifiait intelligent en arabe. Mes parents avaient vu juste. À moins que mon prénom n'eût, comme par magie, influé sur ma destinée. Mes parents étaient franco-algériens donc j'étais maghrébin. Un arabe, un bougnoule, un bicot, un raton, un melon, une sale crouille et d'autres termes plus élogieux les uns que les autres que j'avais pu entendre au cours de mes vingt-huit années d'existence et qui faisaient la richesse de la langue française. J'étais français même si certaines personnes voyaient délibérément en moi davantage le Maghrébin que le Français.

Je n'aimais pas les discours victimaires proférés par des personnes d'origine étrangère, qui parvenaient à mes oreilles. Il était vrai que lorsqu'on s'appelait Labib et que l'on avait un père artisan et une mère au foyer, la vie ne résumait pas à un long fleuve tranquille : on commençait la course de la vie à cent mètres derrière la ligne de départ et on essayait de rattraper son retard par tous les moyens possibles. Il fallait travailler d'arrache-pied pour se faire une place dans la société. Le travail était la clé de la réussite. Il était une valeur que je chérissais, mon père m'avait transmis le goût de l'effort, lui qui avait passé sa vie à sortir des immeubles de terre un peu partout en France.

L'égalité des chances, supposée mettre sur un même pied d'égalité les citoyens français dans leur développement social, n'était qu'une chimère à laquelle se raccrochaient les différents gouvernements lors des grognes sociales. Quant à l'ascenseur social, censé élever les citoyens de basse extraction, il était toujours en panne. Et c'était sans compter l'odeur d'urine écœurante à l'intérieur.

Retournant à mon canapé, une vision d'horreur m'apparut. Vingt heures, l'heure des premières estimations. Deux visages à la télévision.

Lapeine et Valse. La FNL en tête à 29%, le PSD derrière à 24%.

Effroi. Catastrophe. Échec. Un nouveau 21 Avril 2002, lorsque la mère de Marine s'était hissée à la seconde place qualificative en compagnie de l'UMP, supplantant le Parti du Social et de la Démocratie.

Sur le plateau de télévision, la nouvelle fit l'effet d'une bombe. Les personnalités de gauche, pour qui la qualification de leur champion était inespérée, n'en crurent pas leurs yeux. Celles de l'extrême droite dont la cousine de Marine, la députée Mathilde Général-Lapeine ou le sulfureux maire de Béziers, Roger Renard, exultèrent. Celles de droite affichèrent des mines déconfites et gardèrent le silence.

J'eus du mal à y croire, je devais rêver. Lapeine faisait encore mieux que Dholland en 2012 et ses 27% au premier tour ! Les scores étaient truqués. France Télévisions avait dû être piratée ! Mais en zappant sur TF1, Arte et M6, les mêmes têtes resurgissaient. Surtout la tête de Lapeine qui souriait. Mauvaisement. Je délaissai à présent mon plateau de mets japonais, l'appétit ayant fui à l'annonce des résultats.

Mon téléphone se mit à vibrer. Déjà cinq messages reçus. Je les lirais plus tard, je connaissais d'avance leur contenu. Mes amis, qui connaissaient ma crainte à l'égard de l'extrême droite, me demandaient comment j'encaissais la nouvelle d'une FNL au second tour et en tête à 29%. Répondre bien aurait été mentir. Sous le choc, je zappai, insultant France 2 et Pujadas pour avoir porté malheur aux résultats. C'était puéril.

TF1 montrait des scènes de liesse au Quartier Général de la France Nouvelle Libre à Paris. Des drapeaux tricolores fleurissaient partout à l'écran tandis que les supporters *lapeinistes*, pleurant de joie, scandaient religieusement les slogans de la FNL : « on est chez nous, on est chez nous ! » ou plus classiquement « la France aux Français ».

J'eus envie de vomir. La faute au mets japonais pas frais ou aux images nauséabondes diffusées sous mes yeux. Ne sombrant pas dans le pessimisme, je me rassurai en imaginant que Sarkosy, avec ses 22% de voix, proposerait à Valse une alliance contre-nature pour endiguer

avec l'énergie du désespoir la poussée de l'extrême droite. Pianotant sur la télécommande, j'attendais comme des millions de téléspectateurs les yeux rivés sur leurs postes de télé, le discours du candidat battu.

Enfin, le petit candidat apparut devant un pupitre. Le visage blême, les yeux rougis. Il avait pris une sacrée gifle. Sarkosky n'avait pas eu de seconde chance. Les Français avaient boudé le candidat de droite au profit de Lapeine. Le candidat perdant ne se démonta pas et se donna une contenance. Celle d'un leader lucide qui savait reconnaître une défaite. Un Napoléon après Waterloo. Devant un parterre de fans en pleurs, il prononça un discours d'adieu, remerciant ses électeurs et ses militants. Pour couronner le tout, Sarkosky les exhorta à ne surtout pas voter pour la gauche qui avait ruiné le pays en cinq ans de Dholande. Mais il conseilla aussi de ne pas donner leurs voix à l'extrême droite qui ferait pire que la gauche. Et il se retira. Le mal était fait. Le « ni-ni » venait de frapper une nouvelle fois.

En ce triste soir, le parti de droite, agonisant pendant la campagne, venait de rendre l'âme devant la France entière.

À la suite du discours, les hommes politiques de gauche s'insurgèrent sur les plateaux télé. Ils explosèrent de colère et insultèrent l'ancien président de la République. Quel coup bas !

Les éditorialistes et politologues, invités sur les plateaux, gardèrent leur sang-froid. Ils discutèrent d'abord des raisons de la défaite de Sarkosky : les chamailleries de son parti avaient exaspéré les Français. Aussi, son programme électoral reprenait un grand nombre de mesures prônées par la France Nouvelle Libre et quitte à choisir entre deux programmes similaires, les électeurs avaient porté leur choix sur l'original plutôt que la copie. La Française d'origine française plutôt que le Français d'origine polonaise. Sarkosky avait couru après les électeurs de la FNL en vain.

Lapeine au second tour n'était pas une surprise pour les politologues. Au contraire, Valse au second tour l'était un peu plus. Le gouvernement dont il fut le Premier ministre avait cherché à enrayer la

progression de la FNL en appelant, lors des diverses élections, les électeurs à voter au second tour pour la droite dans le but de constituer un front républicain, au lieu d'apporter des solutions aux problèmes en matière d'emploi, de logement, d'éducation et d'insécurité.

Les Français n'avaient pas résisté aux sirènes envoûtantes de la France Nouvelle Libre et avaient exprimé par leurs votes leur ras-le-bol. Après tout, le parti de Lapeine rassemblait les mécontents et les protestataires, peu satisfaits entre autres des quinquennats de Sarkosky et de Dhollande. Lassés par la gauche et la droite qui feignaient d'écouter leur exaspération et leurs malheurs, les électeurs se posaient la question suivante : « Qu'avons-nous à perdre ? Cela fait 30 ans que ceux qui ont la chance d'être au pouvoir ne font rien. Que risquons-nous à donner cette chance à d'autres comme la FNL ? Cela ne peut pas être pire que les bras cassés qui nous gouvernent ! »

Ces citoyens désespérés avaient voté en toute connaissance de cause : la FNL n'avait jamais gouverné la France. Par ailleurs, la FNL adorait mettre en avant sa virginité politique. La gauche et la droite au pouvoir depuis plus de trente ans avaient détruit la France et les Français payaient les pots cassés. La FNL s'imposait alors comme la seule alternative crédible qui ne reproduirait pas les mêmes politiques et les mêmes erreurs des précédents gouvernements. À en croire la candidate, les jours meilleurs reviendraient...

Puis les spécialistes de la politique expliquèrent l'origine de la colère des socialistes. Un duel gauche/extrême droite au second tour était inédit dans l'histoire de la Cinquième République. Si le scénario de 2002 avait eu lieu, Sarkosky aurait été probablement élu face à Lapeine mais le score aurait été bien plus serré. Or, ils étaient unanimes sur le fait que Valse aurait très peu de manœuvre pour le second tour. Déjà que le bilan désastreux du quinquennat de Dhollande le poursuivait !

Aussi, il était à prévoir que la majorité des électeurs de Sarkosky, et cela représentait quelques millions de voix, se reporterait sur Lapeine. La frontière entre la droite et l'extrême droite était ténue et perméable à souhait. Sarkosky avait siphonné les voix de la FNL en 2007 et dix ans

après, Marine avait fait de même avec celles de l'UMPD et elle continuerait au second tour. Nul doute qu'elle savourait avec délectation la situation extraordinaire qui venait de se produire.

Ce report de voix de droite était numériquement supérieur à celui potentiellement engendré à gauche. Bérou du Parti Démocrate au centre et Méluchon du Front National de Gauche placé à l'extrême gauche sur l'échiquier politique, loin derrière au classement, ne rassemblaient pas suffisamment d'électeurs pour s'ajouter à ceux de Valse.

L'espoir de la gauche résidait dans les abstentionnistes. Ils avaient déserté les bureaux de vote ce dimanche. « Allaient-ils récidiver ? » se demandèrent les ténors de la gauche. Seule certitude, Valse et Lapeine avaient deux semaines pour les convaincre.

Avant de me coucher, je me résignai à répondre aux nombreux messages que j'avais reçus au cours de la soirée. Comme attendu, on me demandait, sur un ton affolé, si j'étais inquiet par les résultats désastreux du premier tour ou sur un ton moqueur, si mes valises étaient fin prêtes. Alors que je m'apprêtais à sombrer dans le sommeil, mon téléphone sonna.

Ma mère avait choisi ce moment pour m'appeler. Elle et mon père étaient choqués par les résultats et ils avaient peur des conséquences. En 2002, Jeanne-Marie n'avait pas eu la moindre chance de gagner la présidentielle. En 2017, sa fille avait toutes les chances de la gagner. Ça, je le gardai pour moi. Je préférerais rassurer ma mère.

Les Français étaient certes mécontents mais ils voteraient pour Valse. Ils avaient simplement voulu donner une leçon à la droite et à la gauche en utilisant le bon vieux coup de l'épouvantail et le message était passé. Et les abstentionnistes, constatant la percée de l'extrême droite, iraient voter pour le PSD. À la télé, on l'avait dit. Tout finirait bien, il n'y avait pas de raison. Ma mère me crut ou le prétendit en tout cas. Étant l'aîné de la famille et le plus diplômé, mes paroles étaient d'or. Si je

déclarais que le Soleil tournait autour de la Terre, alors c'était vrai.  
Labib le disait !

Lundi 23 Avril. L'imprévu me faisait peur. Je me levais à la même heure chaque jour. Je prenais une douche, un petit déjeuner et je partais travailler. Et cela se répétait tous les jours. Comme un rituel. J'aimais avoir le contrôle sur mon environnement et tout devait se passer comme je l'entendais. J'achetais mon pain dans la même boulangerie, je faisais mes courses dans le même magasin, je corrigeais les copies de partiel avec la même marque de stylo rouge. Pour ne pas avoir de mauvaise surprise. La routine me protégeait du changement. Je me complaisais dans le métro-boulot-dodo. Ma vie était réglée comme une horloge.

Cependant, ma routine vola en éclats ce matin. Je me levai vingt minutes plus tard, me laissant juste le temps de prendre une douche. Le petit-déjeuner passa à la trappe et je courus pour prendre les transports en commun.

La France entière ne parlait que du séisme politique qui avait eu lieu la veille. Une catastrophe pour les uns, une opportunité pour les autres. En ce lundi post-premier tour, tous les journaux que lisaient les usagers du RER B, titraient : « La France face à la déferlante FNL », « L'heure du choix » ou encore « L'extrême droite aux portes du pouvoir ». Avec en prime, la photo d'une Marine Lapeine jubilante.

Suite aux résultats du premier tour, la situation de la France se dégrada : le climat de quasi-guerre civile qui avait régné en 2016, s'accrut à l'annonce des résultats du premier tour. Les habitants des banlieues dont les jeunes manifestèrent leur crainte de voir Marine Lapeine au pouvoir. Ils furent terrorisés du sort éventuel qu'elle leur

réserverait, sachant qu'elle n'avait jamais porté dans son cœur ces quartiers paupérisés.

Ces manifestations, calmes au début, débordèrent à cause des casseurs qui semèrent le chaos. Des scènes de voitures carbonisées, de devantures d'échoppes brisées, de bus caillassés et de commissariats attaqués furent diffusées en boucle par toutes les chaînes de télévision. Les médias et les gens mirent de côté la cause première des manifestations pour se focaliser sur les casseurs qui furent mis dans le même sac que les manifestants. Généraliser permettait de ne pas avoir à faire le tri.

Trois jours après les résultats du premier tour, une meute de jeunes encapuchonnés s'empara du micro d'une journaliste de France 2 en direct de Sarcelles qui revenait sur les troubles des derniers jours. Les jeunes proférèrent des menaces : « *Wallah*, on va niquer la France et les Français si la FNL est élue. »

Je fus atterré par la violence des propos. Les imbéciles. Ne se rendaient-ils pas compte qu'ils étaient en train de donner du poids à la FNL, en déversant leur haine de la France ? Ils servaient sa cause et ils le paieraient très cher.

Depuis des années, Lapeine avait répété aux Français qu'il fallait raser les banlieues infestées de délinquants d'origine étrangère qui, en plus de détester la France, oppressaient les honnêtes citoyens et trafiquaient, gagnant de l'argent sale.

Le Français moyen, avec sa femme moyenne et ses enfants moyens, qui mangeaient des pâtes au beurre devant le JT, observaient toute l'étendue de la haine des banlieues. Ce Français moyen, lobotomisé par BFM TV et I-Télé, donnerait sa voix à la FNL. Il se disait que les immigrés des banlieues touchaient les allocations, qu'ils ne travaillaient pas et qu'ils trafiquaient. Ils pouvaient se payer de belles voitures qu'en toute une vie d'épargnes, le Français moyen ne pourrait jamais acquérir. Même pas en rêve. Cela s'arrêterait si Lapeine arrivait au pouvoir. Sa modeste voix suffirait.

Pour couronner le tout, de lointaines menaces d'attentats visèrent la

France. Des groupes terroristes comme Al-Qaïda jurèrent de commettre des attentats sanglants sur le territoire français si « l'ennemie de l'islam » venait à être élue. L'État Islamique lança des menaces de représailles avec des vidéos de propagandes où ses habitants brûlaient des drapeaux français et des mannequins à l'effigie de Marine Lapeine. Le message était clair. Tout cela appuya encore plus le programme de la FNL qui voulait lutter contre le terrorisme islamiste et les barbus en djellaba.

Le lendemain de l'incident télévisé, les journalistes interrogèrent la candidate sur son état d'esprit. Sa réaction fut claire comme de l'eau de roche : si ces individus n'avaient rien à se reprocher, s'ils étaient propres sur eux, il n'y avait aucune raison pour se mettre dans cet état et saccager le pays. Au contraire, ils savaient qu'une fois la France Nouvelle Libre aux commandes de l'État français, la fête serait terminée. Le laxisme de la droite et de la gauche, qui avait permis que ce genre d'incidents soit perpétré si aisément et sans peur de l'État, serait révolu.

Les précédents gouvernements avaient été trop conciliants avec la racaille, surtout le gouvernement de gauche dont la politique laxiste avait invité les délinquants à récidiver sans crainte de la justice. Si les Français votaient pour Valse, ces scènes de guérilla urbaine seraient courantes : les fauteurs de trouble ne seraient jamais inquiétés par la justice. S'ils votaient pour Lapeine, l'ordre et la justice reviendraient en force et reprendraient leurs droits. « Le vrai changement, c'est maintenant », affirma-elle pour se moquer de Valse et de l'ancien slogan de Dhollande lors des élections de 2012.

En parallèle à ce déferlement de haine et de violence, des manifestations anti FNL se déroulèrent partout en France. Comme en 2002, les défenseurs de la « liberté, égalité, fraternité », de la laïcité et de la République tentèrent de faire barrage de leurs corps contre le raz-demarée causé par le parti de Lapeine. Ils s'insurgèrent contre les ratonnades et les passages à tabac des Roms, ayant eu lieu par-ci, par-là

de la part des identitaires nationalistes qui voulaient célébrer l'exploit de leur Jeanne d'Arc. Les manifestants, dont la sensibilité penchait à gauche, prophétisèrent que violenter des personnes à cause de leurs origines deviendrait la norme en France. Ou en tout cas chose habituelle dans le pays des droits de l'homme. Des personnalités de gauche défilèrent avec les manifestants pour légitimer ces démonstrations de force et pour montrer que le peuple de gauche n'était pas mort. Pour montrer que les Français qui ne voulaient pas de la FNL n'étaient pas une espèce en voie de disparition.

Mais les ratonnades, les violences faites aux migrants de Calais par exemple, les citoyens n'en avaient presque rien à faire. Ils avaient, comme moi, les yeux rivés sur les sondages quotidiens qui faisaient la pluie et le beau temps sur les deux rivaux. Au lendemain du premier tour, je m'étais promis de ne pas consulter les sondages. Enfin d'essayer. Promesse brisée dans la matinée, lorsque j'avais reçu sur mon téléphone une notification de l'application *Le Monde*. Impossible d'échapper à l'information. Nous vivions dans un monde d'information. On baignait dedans. Valse et Lapeine étaient au coude à coude. Jamais un entre-deux tours ne fut autant serré. Lors des élections présidentielles de 1974, l'écart au second tour avait été ridiculement faible : quelques 400000 voix !

Pourtant, l'un des tournants de ces élections se produisit le premier week-end de l'entre-deux tours. Rien n'avait fuité et personne ne l'avait vu venir. Un coup porté à la gauche et à la droite, scellant au passage le destin de l'UMPD qui explosa suite à la nouvelle. Des parlementaires, d'anciens Ministres et d'autres hommes politiques appartenant à l'UMPD, se révélèrent être des Judas, trahissant leur Jésus-Sarkosky. Ils rejoignirent les rangs de la FNL avec qui ils partageaient a priori, une idéologie voisine.

Durant tout le week-end, les chaînes d'information montrèrent en boucle la déclaration de Lapeine devant les journalistes. Elle annonça, non sans un sourire victorieux, la venue d'anciens « UMPDistes » qui

avaient écouté la voix de la raison et retrouvé l'amour de leur pays.

« Leurs arrivées donnent plus de poids politique à la FNL », commentèrent les journalistes politiques. Surtout de la crédibilité. De la crédibilité politique et économique. Le manque de ténors au sein de la France Nouvelle Libre était flagrant. Le parti passait son temps à cracher sur les élites qui étaient, selon lui, déconnectées du monde réel. Les dirigeants de la France Nouvelle Libre s'étaient enorgueillis d'avoir placé des candidats issus des milieux ouvriers aux diverses élections. Avec tout le respect que j'avais pour ces gens, on ne dirigeait pas un pays comme la France avec des bouchers et des sidérurgistes.

Autant mettre un boulanger à la tête de mon laboratoire de recherche ! Il fallait des personnes qui avaient des compétences pour un poste précis. Et même les dirigeants de la FNL ne pouvaient prétendre être compétent, certains n'ayant jamais exercé de mandats.

Durant la première semaine de l'entre-deux tours avait eu lieu des tractations secrètes entre les traîtres de la droite et la France Nouvelle Libre. Dès la défaite de Sarkosky ces opportunistes, sentant que l'UMP ne tarderait pas à rendre l'âme, avaient flairé le moyen de rebondir politiquement et avaient contacté la candidate qualifiée. Au terme de vives négociations, il fut convenu que la FNL conserverait les postes clés : l'éducation, l'intérieur, la justice et l'économie. Le reste serait partagé entre les différentes nouvelles recrues qui avaient prêtées allégeance à Marine Lapeine. Les nouveaux venus n'auraient pas le droit à l'erreur. La seule question en suspens portait sur le futur locataire de Matignon, le bras droit de l'Élysée : le Premier ministre. Cependant, personne n'était en mesure de prédire son nom et Marine Lapeine se gardait bien de le révéler à quiconque.

À la suite de ce coup de théâtre, Marine Lapeine passa devant Valse lors du premier sondage de la deuxième semaine. Je me surpris malgré moi à admirer la chef de la FNL. Elle avait employé une telle force de persuasion pour dominer les élus de droite et les convaincre d'accepter des maroquins pas vraiment glorieux ! Elle avait affiché une telle

sérénité face aux journalistes trop heureux de lui reprocher son alliance avec des hommes politiques de droite qu'elle avait constamment conspués durant la campagne ! Un coup de poker assurément : Lapeine avait unifié la droite ! Maintenant que la FNL possédait une réelle contenance grâce aux ex-UMPD, les électeurs de Sarkosky iraient bien volontiers donner leurs voix à Lapeine. Sarkosky était mort politiquement et il avait laissé la FNL déchirer sans pitié son parti à la dérive. Quant à Valse, il n'était pas aussi fin stratège que la candidate de la FNL. Il était dans les choux. Valse appela dès lundi à l'établissement d'un front républicain pour empêcher Lapeine de gagner. Mais en vain. La droite avait finalement choisi son camp.

Valse maudissait Sarkosky du plus profond de son âme, ça s'entendait dans ses propos à l'encontre de l'ancien président. Le candidat de la gauche lui en voulait toujours de ne pas avoir fait bloc contre Lapeine, plutôt que d'être resté spectateur d'un cataclysme à venir et d'avoir laissé son parti être phagocyté par la FNL.

Concernant le candidat malheureux de la droite, les rumeurs disaient qu'il avait quitté, la queue entre les jambes, la France pour se rendre aux États-Unis qu'il affectionnait. Loin du tumulte français.

Mardi 02 Mai. Le second tour se rapprochait inexorablement. Le sondage du matin prédisait Lapeine gagnante dimanche.

Je dédaignai l'un des divers journaux gratuits proposés aux usagers des transports en commun pour s'occuper lors de leurs trajets. Inutile de les lire, je savais de quoi il en retournait : le coup de maître du week-end dernier, son impact sur la campagne et le débat à venir entre les deux candidats.

Je pris la nouvelle ligne 18, inaugurée l'année dernière dans le cadre du Grand Paris, qui reliait la capitale aux campus de Versailles et de Paris-Saclay. La ligne 18 était bien plus moderne et plus rapide que le vieillissant RER B qui sentait l'urine et qui fusait à la vitesse d'une tortue à travers la Val-de-Marne, les Hauts-de-Seine et l'Essonne.

Je sortis de la station de métro Paris-Saclay en empruntant un escalator qui débouchait sur le campus de l'université. Un groupe de jeunes étudiants attendait à quelques mètres de l'escalateur et ils distribuaient des papiers aux gens. Il s'agissait de militants qui essayaient de convaincre les étudiants, souvent abstentionnistes, de voter dimanche et si possible, pour le bon candidat. Les universités se révélaient être un excellent réservoir de voix sur lequel lorgnaient les candidats à la présidentielle.

Le groupe de jeunes en question était composé de deux filles, deux blondes naturelles tout à fait charmantes, dirigées par un jeune homme. Une personne de couleur, enjouée et sûre d'elle. Le genre de *renoi* bien doté par la nature qui, à l'aise avec son corps, détenait assez d'assurance

pour conquérir le monde ou du moins les abstentionnistes récalcitrants.

Me voyant surgir de l'escalier mécanique, le Noir m'accosta gentiment en me saluant et me tendit un tract que je pris, n'ayant pas eu le temps de refuser. Les deux filles se chargèrent de tracter les autres personnes que l'escalier mécanique déversait.

Je pensais que ces militants appartenaient au PSD et que Valse avait ordonné à tous ses militants de battre le pavé pour ramener les électeurs vers le droit chemin. Mais lorsque mes yeux se posèrent sur le tract, je fus troublé. Lapeine me souriait sur le papier glacé. Qu'elle était maligne ! Mettre en avant un militant noir pour montrer l'ouverture d'esprit de son parti et pour rompre avec l'image néfaste de la mère... Qu'est-ce qui avait poussé ce jeune fou à supporter la France Nouvelle Libre ? Lui avait-on fait miroiter l'obtention de papiers français ou d'un poste important dans le parti ? Ou était-ce un moyen de draguer ses deux acolytes à la chevelure couleur blé ? Il était bien sot de croire que Lapeine respecterait son engagement.

Par curiosité, je lus en diagonale le tract. Rien que du réchauffé : immigration à stopper, préférence nationale, sortie de l'Europe et retour au franc. Devant le jeune homme, je déchirai le torchon et balançai les morceaux en l'air comme des confettis.

Le militant noir garda son sang-froid. Il était rompu à l'exercice et les réactions parfois hostiles des passants ne l'effrayaient pas. Il me demanda avec un sourire qui dévoilait ses dents blanches, contrastant avec son teint :

« Pourquoi ce geste, Monsieur ?

— Je n'adhère pas aux idées du parti que vous défendez, répondez-moi. C'est mon droit de citoyen. Nous sommes encore en démocratie à ce que je sache.

— Bien entendu, Monsieur. Arrêtez-moi si je me trompe, mais vous devez être un enseignant. Vous savez, pour Marine Lapeine, l'enseignement est le plus beau métier du monde. Former les travailleurs de demain n'a pas de prix. La gauche n'a cessé de réduire le

budget alloué aux universités, sous prétexte qu'elles étaient déjà trop bien dotées. Ce qui est totalement faux, vu que Paris-Saclay passe son temps à dégraisser ses effectifs, faute d'argent dans les caisses. Si elle est élue, les universités arrêteront de se serrer la ceinture. »

Le discours était bien rodé. Cela m'ennuya de penser qu'il n'avait pas tout à fait tort. La situation économique de l'université laissait à désirer. Le jeune homme avait sûrement appris par cœur son texte pour le ressortir aux éventuels enseignants qu'il croisait et il sortait aux étudiants un autre texte idyllique, parlant de hausse du montant des bourses étudiantes pour les plus pauvres et de baisse des frais d'inscription si exorbitants.

D'humeur joueuse, je me mis à questionner le jeune militant pour le tester :

« Il y a une question qui me taraude et comme je vous ai sous la main, je vais vous la poser : n'y a-t-il pas un paradoxe entre le fait de militer pour Lapeine et le fait qu'elle ne soit pas un bon modèle pour la jeunesse ?

— Je ne comprends pas votre question Monsieur.

— Je vous explique : si Lapeine est élue, comment donnera-elle aux jeunes le goût du travail ? Comment arrivera-elle à insuffler à la jeunesse l'envie de réussir alors que la seule réussite de Lapeine consiste à avoir récupéré la FNL qui est une entreprise familiale ? Je suis d'accord, il y a eu un vote mais son élection ressemble à un héritage reçu de la part de sa mère. Je vous le concède, elle a amélioré la FNL en faisant un travail remarquable de dédramatisation et de démocratisation du parti. Il n'empêche que, si vous avez lu la biographie de votre championne, vous savez alors que dans sa jeunesse elle a rejoint l'entreprise familiale parce qu'elle n'a pas percé en tant que juriste. Est-ce donc ça le message véhiculé par la FNL ? Échouez dans la vie et au pire rabattez-vous sur l'entreprise de vos parents ? caricaturai-je. Et pour ceux dont les parents ne peuvent aider : que ces assistés se débrouillent ? »

Le militant ne pipa mot, troublé. Avec la France Nouvelle Libre, il fallait rester factuel. Seuls les faits parvenaient à démonter les arguments fallacieux de ses militants. Eux préféraient de loin lorsqu'ils étaient taxés de racistes ou xénophobes. Ils pouvaient alors se « victimiser » et invoquer la pensée unique imposée par la droite et la gauche qui empêchait leurs détracteurs de voir la réalité en face. Je n'étais pas tombé dans ce grotesque piège.

Profitant de son mutisme, j'enfonçai le clou :

« En vous regardant, je me dis que vous êtes un Français d'origine étrangère et non un Français de souche que la FNL vénère. Prenez Sarkosky et Valse et mettons de côté leurs idées politiques pour se concentrer sur le côté humain. Les deux sont des Français d'origine étrangère auxquels vous et moi pouvons nous identifier. Sarkosky est français du côté de son père et polonais du côté de sa mère.

« Quant à Valse, ses parents ont quitté le Portugal pendant la dictature de Salazar et sont venus en France où ils ont été naturalisés comme leur fils, racontai-je sur un ton pédagogue comme si je m'exprimais devant des étudiants pour parler chimie.

« Les deux ont commencé au bas de l'échelle sociale. Contrairement à Lapeine qui est née avec une cuillère d'argent dans la bouche, eux ont fait des boulots saisonniers pour gagner leur argent de poche. Ils ont gravi l'échelle sociale avec brio puisque l'un a été président de la République et l'autre peut le devenir dimanche.

« Si jamais leurs origines vous dérangent, mettez-les de côté pour y voir plus clair. Cela devrait vous inspirer jeune homme. Le travail est une valeur primordiale dans une société.

— Je suis d'accord avec vous sur ce dernier point. Le travail est une valeur que la FNL défend, répliqua le jeune de couleur en tentant désespérément de rebondir. C'est pour cela que Lapeine veut lutter contre les assistés qui profitent des travailleurs. Quand on constate que d'honnêtes salariés ont du mal à joindre les deux bouts alors que d'autres vivent au crochet des aides, on est révolté ! »

Le jeune homme lapeiniste avait répondu à côté de la plaque. Visiblement, on ne lui avait pas appris à faire face à tous les cas de figure. Il s'était accroché à des idées toutes faites, prêtes à être dégainées selon la situation. Finalement, il ne savait pas penser par lui-même et je fus déçu de ne pas pouvoir réellement discuter avec lui.

« Avec tout le respect que je vous dois, j'ai l'impression de sentir chez vous un ton méprisant comme celui des élites, m'accusa-il.

— Moi une élite ? Je ne suis qu'un enseignant-chercheur parmi tant d'autres. J'ai certes un doctorat mais c'est tout. Je n'ai pas fait l'École Polytechnique, ni l'École Normale ni même Sciences Po. Si je fais partie de l'élite française alors Lapeine aussi. N'est-elle pas avocate de formation ? rétorquai-je sèchement. Et son numéro deux au parti Philippe Florinot, un pur produit de l'ENA, la quintessence même de l'élitisme en France ?

— Lapeine s'intéresse à la détresse des petites gens contrairement aux élites de droite et de gauche qui vivent dans un monde à part, contre-attaqua le militant.

— C'est vrai, vous avez raison. Marine Lapeine veut aider les citoyens pauvres parce qu'elle-même a connu la pauvreté, approuvai-je calmement. La pauvre, vous imaginez que dans sa jeunesse, elle a dû vivre dans un luxueux manoir juste à côté de Paris. Lapeine a galéré toute sa vie. Ses parents, avec leurs activités politiques florissantes, vivaient aussi modestement qu'un ouvrier. Même maintenant, avec ses mandats de député européen et de présidente de région, elle a du mal à finir les fins de mois, comme la plupart des Français. À partir du 15 du mois, elle ne mange plus que des pâtes. Alors qui de mieux que Lapeine pour comprendre la souffrance des Français ? terminai-je en me retenant de rire. »

Le jeune homme comprit que je me moquais de lui. Raide, il mit un terme à notre discussion. Il perdait son temps avec moi, j'avais déjà un avis tranché sur Lapeine. Je pris finalement congé du militant en lui